Benelux

COMITÉ VAN MINISTERS
COMITÉ DE MINISTRES

DECISION
du Comité de Ministres Benelux établissant
un Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière
en matière d'inspection du transport routier

M (2014) 6

Le Comité de Ministres Benelux,

Vu l'article 6, alinéa 2, sous f), du Traité instituant l'Union Benelux,

Vu la Décision M (2013) 6 du Comité de Ministres Benelux du 18 novembre 2013 concernant la coopération transfrontalière entre les services d'inspection en matière de transport routier,

Considérant que les transports routiers internationaux se sont développés à un rythme effréné au sein du Benelux et en Europe, non seulement pour ce qui est de la croissance du secteur, mais également du cadre opérationnel applicable,

Considérant que la vaste réglementation de l'UE en matière du transport routier n'organise pas de façon systématique le contrôle et l'application des dispositions concernées, mais encourage les états membres à coopérer dans ce domaine,

Considérant qu'il est souhaitable de coopérer dans le cadre de l'Union Benelux aux fins d'une uniformité et d'une efficacité accrues dans le contrôle et l'application de la réglementation en matière du transport routier, et de l'utilisation d'économies d'échelle,

A établi le texte d'un Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier.
Ce texte figure en annexe.
Ce Traité sera soumis aux Hautes Parties Contractantes en vue de sa mise en vigueur conformément aux règles constitutionnelles de chacune des Hautes Parties Contractantes, après sa signature.

FAIT à La Haye, le 4.08.2014.

Le Président du Comité de Ministres Benelux

F.C.G.M. TIMMERMANS

Exposé des motifs commun concernant le Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier

Objectif

Le traité est axé d'une part sur une coopération plus poussée entre les pays du Benelux en matière de contrôle et d'application de la réglementation de l'UE concernant le transport routier et, d'autre part, sur la réalisation d'une harmonisation plus poussée des réglementations d'exécution concernées.

Le Traité instituant l'Union Benelux (c'est-à-dire le Traité du 17 juin 2008 portant révision du Traité du 3 février 1958 instituant l'Union économique Benelux) dispose, en son article 2, alinéa 2, sous a), que l'Union Benelux vise en particulier « au maintien et au développement d'une union économique comportant la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, et portant sur une politique économique, financière et sociale concertée, y compris la poursuite d'une politique commune dans les relations économiques avec les pays tiers ».

La portée du présent traité s'inscrit parfaitement dans cet objectif.

Le point de départ de l'élaboration du présent traité, sa portée et ses objectifs sont explicités ci-dessous. Le contenu du traité est ensuite commenté article par article.

Point de départ

Le transport routier en Europe, et donc au sein du Benelux également, s'est rapidement développé ces dernières années sur le plan international, non seulement en termes de quantité mais aussi en termes de cadre opérationnel dans lequel ce transport est réalisé. Ainsi n'est-il pas exceptionnel que, sur les lignes internationales, circulent des combinaisons composées d'un véhicule tracteur d'un État membre X, avec une remorque d'un État membre Y et un chauffeur d'un État membre Z.

L'Union européenne s'est développée en tant que marché intérieur dans lequel les frontières (intérieures) s'estompent. Le contrôle et l'application de l'acquis de l'UE concernant le transport routier sont par contre restés du ressort national.

Il en a également résulté des conséquences moins positives :
- différentes interprétations entre les États membres de la réglementation de l'UE ;
- des problèmes de langue et de traduction ;
- des différences (importantes) par État membre en ce qui concerne le régime de sanctions ;
- une grande diversité dans les stratégies de contrôle et d'application ainsi que leur exécution ;
- un patchwork de services et d'organisations compétents en matière de contrôle et d'application.

Cela entraîne de plus en plus des inégalités juridiques dans le secteur.

Il est clair que cette disparité dans l'exécution est contraire à l'uniformité souhaitée de l'acquis de l'UE.

Les pays du Benelux ont dès lors opté pour une coopération en matière d'inspection du transport routier dans le cadre de l'Union Benelux, afin de formaliser le partage d'expérience – qui se fait déjà en la matière entre les trois pays – et de jouer dans ce domaine un rôle de précurseur au sein de l'Union européenne.

Dans le contexte de l'Union Benelux, l'*alignement* et la *coopération* constituent une première étape pour parvenir à une amélioration de la situation esquissée.

En outre, la coopération et la mise en commun des ressources entre les services d'inspection au sein du Benelux peuvent engendrer d'importantes économies d'échelle. La complexité de la réglementation de l'UE a donné lieu à une forte spécialisation, ce qui exige un supplément de capacité, d'expertise et d'expérience. Grâce à une coopération au sein du Benelux, sur le plan de l'éducation et de la formation également, les ressources limitées pourraient être mises en œuvre de façon plus intelligente et plus efficace.

Un alignement et une coopération opérés de façon intelligente, efficace et collégiale au sein du Benelux sur le plan du contrôle, de l'application et de la recherche entraîneront une amélioration quantitative et qualitative du contrôle et de l'application de l'acquis de l'UE en matière de transport routier, ainsi qu'une réduction de la charge du contrôle et une économie en termes de coûts.

La coopération Benelux pourra également avoir des retombées importantes au sein de la coopération Euro Contrôle Route et au sein de la coopération européenne en la matière.

Les pays du Benelux ont dès lors décidé d'établir, conformément à l'article 6, alinéa 2, sous f), du Traité instituant l'Union Benelux, un traité qui forme le cadre de l'alignement et de la coopération visés.

Le présent traité prévoit explicitement la possibilité d'un élargissement de l'initiative Benelux à d'autres pays et, si elles ont la capacité de conclure des traités, à des entités fédérées, conformément au Traité instituant l'Union Benelux, et en particulier l'article 26.

<u>Organisation du cadre pour l'alignement et la coopération</u>

En ce qui concerne l'encadrement (juridique), il s'agit de :

- Un traité de base dans lequel sont exposés l'objectif et les principes de base de la coopération ;

- Des plans d'action, adoptées périodiquement en vertu de l'article 27 du traité, dans lesquels sont fixées, par période, les actions spécifiques concernant les différents aspects substantiels de la coopération.

Ainsi qu'il est prévu à l'article 3 du traité, il sera pleinement tenu compte, lors de la coopération sur la base du traité, des obligations internationales applicables.

Mesures d'exécution

Le traité impose l'obligation de convenir de mesures d'exécution lorsque cela s'avère nécessaire pour l'application commune d'une disposition du traité. De la sorte, la disposition concernée peut être mise en œuvre de façon concrète. À cet effet, il est interdit de s'écarter des limites et des cadres fixés par le traité.

Commentaire par article

Préambule

Le préambule du traité fait référence à la réglementation pertinente de l'UE qui comporte des dispositions demandant expressément que les États membres coopèrent mutuellement. Afin de concrétiser la coopération qui leur est demandée, les pays du Benelux visent avec ce traité une coopération plus poussée en matière de contrôle et d'application de cette réglementation de l'UE, ainsi que la réalisation d'une harmonisation plus poussée des réglementations d'exécution concernées.

Article 1er

Cet article décrit l'objectif du traité. Comme indiqué ci-dessus, cet objectif comporte trois volets: l'harmonisation plus approfondie du contrôle et de l'application de la réglementation concernée de l'UE, la mise à profit d'avantages d'échelle et l'assistance transfrontalière, mutuelle des services d'inspection en matière de transport routier.

Article 2

Cet article définit les notions utilisées dans le traité. Pour les notions de « fonctionnaire » et d'« autorité compétente », on a choisi de renvoyer à des mesures d'exécution, et ce afin de pouvoir conserver la flexibilité nécessaire en ayant la possibilité d'y apporter rapidement des modifications.
Les notions d' « Etat d'accueil » et d' « Etat expéditeur » s'appliquent aussi aux entités fédérées qui ont adhéré au traité.

Article 3

Cet article détermine le rapport du traité avec les règles de droit nationales et internationales.

Article 4

L'article 4 vise l'harmonisation plus poussée entre les Parties Contractantes en matière de contrôle et d'application de la réglementation de l'UE sur le plan du transport routier.

Article 5

Etant donné que le rapprochement des systèmes de classification des risques au sens de l'article 9 de la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006[1] peut apporter une contribution importante à une efficience accrue de ces systèmes comme instrument d'application, le traité y consacre un article distinct.

[1] Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) no 3820/85 et (CEE) no 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil (JO L 102 du 11.4.2006, p. 35).

Articles 6, 7 et 8
Ces articles concernent la coopération pragmatique entre les Parties Contractantes sur le plan de l'échange d'informations, le soutien technique, le développement et l'échange de bonnes pratiques et l'échange de matériel, le tout aux fins de dégager des gains d'efficacité et des économies d'échelle grâce à la coopération. Une plateforme électronique pourrait être créée pour l'échange de bonnes pratiques.

En ce qui concerne les registres électroniques nationaux visés dans le Règlement (CE) n° 1071/2009[2], ainsi que les autres registres pertinents que les parties désignent, le cas échéant, dans une mesure d'exécution, une base juridique est créée afin que le fonctionnaire transfrontalier, lors d'une intervention transfrontalière et exclusivement à ce titre, puisse avoir accès aux données contenues dans ces registres, dans la mesure où une protection adéquate des données à caractère personnel est garantie.
Pour ce qui concerne les modalités pratiques de cette coopération, il est fait référence, à l'article 7, aux mesures d'exécution, à établir en commun par les autorités compétentes des Parties Contractantes. Aux fins du maintien de la flexibilité en la matière, on a choisi de ne pas reprendre ces modalités dans le traité proprement dit.
En ce qui concerne l'échange de matériel, non seulement les fonctionnaires de l'État expéditeur, mais également ceux de l'État d'accueil peuvent se servir des moyens et du matériel fournis. Dans le dernier cas, l'État expéditeur se charge de la formation et des explications. Un inventaire du matériel livré est effectué. Chaque Partie Contractante assume les frais occasionnés par la perte du ou les dommages à son propre matériel.

Articles 9 à 21 inclus
Ces articles, qui couvrent conjointement les chapitres IV et V du traité, comprennent la réglementation concernant les interventions transfrontalières.

L'article 9 prévoit la possibilité d'organiser une intervention transfrontalière. Les autorités compétentes peuvent en décider, en fonction de leurs besoins opérationnels.

Selon l'article 10, les modalités pratiques et l'attribution de tâches lors d'une intervention transfrontalière sont réglées au moyen de mesures d'exécution, offrant la flexibilité nécessaire, eu égard entre autres aux différences éventuelles dans les compétences dont disposent les fonctionnaires qui participent à l'intervention transfrontalière.

L'article 11 indique la procédure qui doit être suivie pour la demande d'une intervention transfrontalière et pour la réponse à une telle demande. Avant de procéder à l'intervention transfrontalière, une Partie Contractante s'adresse, conformément à l'alinéa 1er, par écrit à une autre Partie Contractante, au besoin par voie électronique.

[2] Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil (JO L 300, 14.11.2009, p.51).

L'alinéa 2 prévoit que la demande contient au moins une description de la nature de l'intervention transfrontalière souhaitée, ainsi que de la nécessité opérationnelle. En règle générale, on peut affirmer qu'il est question de nécessité opérationnelle lorsqu'une mesure visée n'aboutira pas sans l'intervention des fonctionnaires étrangers. L'objectif ne consiste d'ailleurs pas à faire appel à une autre Partie contractante afin de résoudre des problèmes structurels.
Conformément au troisième alinéa, la Partie Contractante qui reçoit une demande doit prendre une décision au sujet de la demande dans les plus brefs délais. Cette décision doit être communiquée à l'autorité requérante. La Partie Contractante requise doit invoquer des motifs fondés pour ne pas satisfaire à la demande. Une demande pourrait par exemple être refusée en raison d'un manque de capacité, au motif que la capacité pourrait également ou mieux être obtenue dans le pays même ou parce que les parties ne sont pas d'accord au sujet de la répartition des frais.

En relation avec l'article 11, l'article 12 prescrit que le fonctionnaire transfrontalier reçoit dans les plus brefs délais la décision de la Partie Contractante requise en ce qui concerne l'intervention transfrontalière. Le fonctionnaire transfrontalier reçoit également un aperçu des moyens et du matériel apportés dans le cadre d'une intervention transfrontalière. Cette condition est également exposée dans des dispositions similaires de traités ou de conventions internationales. De la sorte, il ne peut y avoir aucun risque de confusion en ce qui concerne le matériel apporté, ce qui est important aux fins des responsabilités éventuelles.

Différents « freins » sont apportés à l'utilisation de moyens de contrainte. Le fonctionnaire peut porter l'équipement de base qu'il porte habituellement dans son propre pays, si autorisé dans l'État d'accueil (article 13) et il exerce les compétences conformément au droit de l'État d'accueil. L'intervention transfrontalière est exécutée conformément aux procédures légales de l'État d'accueil (article 15). Il en va de même pour ce qui concerne les règles de confidentialité (article 14). Le fonctionnaire transfrontalier se trouve, pendant l'intervention transfrontalière, sous l'autorité hiérarchique de l'autorité compétente de l'État d'accueil (article 16).

L'article 17 concerne l'identification du fonctionnaire transfrontalier durant l'intervention transfrontalière.

L'article 18 pose les conditions à l'égard du caractère reconnaissable des fonctionnaires transfrontaliers. Le principe est que le fonctionnaire transfrontalier porte la tenue ou l'uniforme qu'il porte normalement dans son propre pays, ce qui indique le caractère transfrontalier de l'intervention. On peut cependant prévoir un signe d'identification extérieure sous la forme, par exemple, d'un brassard ou d'une veste de sécurité qui indique spécifiquement le caractère multinational de l'inspection. Le troisième alinéa de l'article 18 comporte une exception : le fonctionnaire transfrontalier ou le véhicule qu'il utilise ne doivent pas être en apparence reconnaissables en tant que tels si la nature de l'intervention transfrontalière s'y oppose.

On réserve aux autorités compétentes de l'État d'accueil le droit de décider, dans des cas exceptionnels, de faire reprendre par ses propres fonctionnaires l'intervention sur leur territoire de fonctionnaires transfrontaliers de l'État expéditeur, ou d'ordonner qu'il soit mis un terme à l'intervention transfrontalière. Les Parties contractantes conviennent cependant de manière générale, par des mesures d'exécution, du moment où une intervention transfrontalière commence, prend fin ou est considérée avoir pris fin (article 19).

Afin de garantir la transparence de l'intervention dans le cadre du traité, l'article 20 contient l'obligation de remettre un rapport écrit de toute intervention transfrontalière.

L'article 21 oblige les Parties Contractantes à offrir aux fonctionnaires transfrontaliers le même degré de protection et d'assistance qu'envers leurs propres fonctionnaires.

Articles 22 et 23
Les articles 22 et 23 traitent de la responsabilité civile et pénale des fonctionnaires transfrontaliers. En ce qui concerne la responsabilité pénale, on adhère au principe en vigueur dans le contexte de l'UE, selon lequel les fonctionnaires transfrontaliers sont assimilés par l'État d'accueil aux fonctionnaires nationaux en ce qui concerne la protection juridique et la responsabilité. Cette disposition générale s'applique sauf disposition contraire convenue entre les Parties Contractantes.
Un règlement comparable s'applique en ce qui concerne la responsabilité civile. Les Parties contractantes partent du principe de la « lex locus delicti ». Au cas où un fonctionnaire transfrontalier causerait des dommages, c'est le droit de l'État d'accueil qui sera d'application. En ce qui concerne l'indemnisation des dommages, la charge financière incombe à l'État expéditeur. En règle générale, l'État d'accueil est cependant tenu de verser les dommages et intérêts à la partie lésée, ce qui implique que le citoyen peut s'adresser à ses propres autorités. Le deuxième alinéa de l'article 23 prévoit un droit de recours entre les Parties Contractantes.

Article 24
L'article 24 prévoit que la situation statutaire des fonctionnaires qui interviennent au niveau transfrontalier, reste intégralement en vigueur. Les règlements de l'État expéditeur à l'égard, par exemple, de la constitution de la pension, des pécules de vacances et de l'assurance, restent applicables.

Article 25
L'article 25 comprend un règlement relatif à la répartition des frais pouvant être engendrés par une intervention transfrontalière : en principe, chaque Partie Contractante supporte ses propres frais sauf, convention contraire entre les Parties Contractantes concernées.

Article 26
L'article 26 prévoit les mesures d'exécution, telles que décrites ci-dessus dans la partie générale du présent exposé des motifs.

Articles 27 et 28
L'article 27 dispose que, dans le cadre de la coopération en vertu du présent traité, des plans d'action concrets et périodiques sont établis par un Comité de pilotage composé de représentants des Parties Contractantes. Le Comité de pilotage soumet les plans d'action aux gouvernements des Parties Contractantes, auxquels il est également fait rapport sur l'exécution de ceux-ci. Cela constitue un instrument utile sur le plan du contenu pour piloter la coopération.
L'article 28 vise l'institution, la composition et le fonctionnement du Comité de pilotage. Aussi longtemps que seuls les pays du Benelux sont associés à ce traité, le Comité de pilotage peut éventuellement se confondre avec le Comité de direction Benelux « Communications et transports ». Dans ce cas, les plans d'actions visés à l'article 27 peuvent être soumis au Comité de Ministres Benelux, auquel il peut également être fait rapport.
La composition du Comité de pilotage est réglée dans une annexe au traité. Une mesure d'exécution peut cependant déterminer la manière dont cette composition peut être modifiée, ce qui permet de l'adapter facilement, s'il y a lieu.

Article 29
L'article 29 comprend un règlement relatif aux litiges en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du traité.

Article 30
Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 31
L'article 31 dispose que les Parties Contractantes élaborent un système d'échange d'informations sur les questions qui sont utiles à la réalisation de l'objectif du traité. Un tel système doit respecter strictement les prescriptions applicables dans les pays du Benelux concernant la protection des données à caractère personnel, en particulier en ce qui concerne le contrôle du traitement des données à caractère personnel par les autorités publiques, le droit à l'information des personnes concernées et leurs autres droits en cette matière.

Article 32
L'article 32 dispose qu'après une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, une évaluation sur le fonctionnement et les résultats du traité doit être effectuée.

Article 33
L'article 33 détermine le champ d'application territorial du traité.

Article 34
L'article 34 prévoit que le Secrétaire général de l'Union Benelux est le dépositaire du traité et fixe les procédures relatives à la ratification et à l'entrée en vigueur du traité.

Article 35
L'article 35 prévoit explicitement la possibilité pour d'autres pays et, si elles ont la capacité de conclure des traités, d'autres entités fédérées d'adhérer au présent traité, conformément au Traité instituant l'Union Benelux et en particulier son l'article 26.

Article 36
L'article 36, enfin, fixe la procédure de dénonciation du traité par une Partie Contractante et prévoit qu'une telle dénonciation n'a pas de conséquences en ce qui concerne les effets du traité entre les autres Parties contractantes.

Benelux
SECRETARIAAT-GENERAAL
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Ref. 14-SG-S(NO-551)

Benelux-Verdrag betreffende grens-overschrijdende samenwerking inzake weg-vervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014, waarvan de Secretaris-generaal van de Benelux Unie depositaris is

Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014, dont le Secrétaire général de l'Union Benelux est le dépositaire

Verdragsluitende Partijen ***Parties Contractantes***	**Ondertekenaars** ***Signataires***
Het Koninkrijk België ***Le Royaume de Belgique***	De Federale Regering *Le Gouvernement fédéral* **L. LEDOUX** Voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst Mobiliteit *Président du comité de direction du service public fédéral Mobilité* De Vlaamse Regering *Le Gouvernement flamand* **F. BOELAERT** Secretaris-generaal van het departement Mobiliteit en Openbare Werken De Waalse regering *Le Gouvernement wallon* **A. MELIN** *Chef de Cabinet adjoint du Ministre wallon C. Di Antonio* De Brusselse Hoofdstedelijke Regering *Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale* **L. LEDOUX** Voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit *Président du comité de direction du service public fédéral Mobilité*
Het Groothertogdom Luxemburg ***Le Grand-Duché de Luxembourg***	**F. BAUSCH** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
Het Koninkrijk der Nederlanden ***Le Royaume des Pays-Bas***	**L.M.C. ONGERING** Directeur-generaal Bereikbaarheid van het ministerie van Infrastructuur en Milieu

TRAITE BENELUX RELATIF A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE EN MATIERE D'INSPECTION DU TRANSPORT ROUTIER

*

* *

BENELUX-VERDRAG BETREFFENDE GRENSOVERSCHRIJDENDE SAMENWERKING INZAKE WEGVERVOERINSPECTIE

BENELUX-VERDRAG BETREFFENDE GRENSOVERSCHRIJDENDE SAMENWERKING INZAKE WEGVERVOERINSPECTIE

Het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Het Groothertogdom Luxemburg

en

Het Koninkrijk der Nederlanden,

hierna te noemen "de Verdragsluitende Partijen",

Gelet op artikel 6, tweede lid, onder f), van het Verdrag tot instelling van de Benelux Unie,

Gezien artikel 3, tweede lid, onder a), van het Verdrag tot instelling van de Benelux Unie, alsmede hoofdstuk 3.5 van het Gemeenschappelijk Werkprogramma 2013-2016,

Gezien Beschikking M (2013) 6 van het Benelux Comité van Ministers van 18 november 2013 betreffende grensoverschrijdende samenwerking tussen de inspectiediensten inzake wegvervoer,

Overwegende dat Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad, de bestuurlijke samenwerking tussen lidstaten en wederzijdse bijstand bepaalt,

Overwegende dat Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EEG) nr. 3820/85 en (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad, intracommunautaire contacten in de vorm van uitwisseling van gegevens, ervaringen en inlichtingen tussen de lidstaten aanmoedigt,

Overwegende dat Richtlijn 2000/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juni 2000 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in de Gemeenschap deelnemen aan het verkeer, de lidstaten gelast elkaar wederzijds bijstand te verlenen voor de toepassing van die Richtlijn,

TRAITE BENELUX RELATIF A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE EN MATIERE D'INSPECTION DU TRANSPORT ROUTIER

Le Royaume de Belgique, représenté par :

Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Royaume des Pays-Bas

et

Le Grand-Duché de Luxembourg

dénommés ci-après « les Parties Contractantes »,

Vu l'article 6, alinéa 2, sous f), du Traité instituant l'Union Benelux,

Vu l'article 3, alinéa 2, sous a), du Traité instituant l'Union Benelux et le chapitre 3.5 du programme de travail commun 2013-2016,

Vu la Décision M (2013) 6 du 18 novembre 2013 du Comité de Ministres Benelux concernant la coopération transfrontalière entre les services d'inspection en matière de transport routier,

Considérant que le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, régit la coopération administrative et l'assistance mutuelle entre États membres,

Considérant que la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des Règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la Directive 88/599/CEE du Conseil, encourage les contacts intracommunautaires entre les États membres sous la forme d'échange de données, d'expériences et d'informations,

Considérant que la Directive 2000/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2000 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans la Communauté ordonne les États membres à s'accorder mutuellement assistance pour l'application de la Directive,

Considérant que la Directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route oblige les États membres à s'accorder mutuellement assistance pour la bonne application de la Directive,

Overwegende dat Richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg bepaalt dat lidstaten elkaar de nodige bijstand verlenen met het oog op de juiste toepassing van die Richtlijn,
Overwegende dat de artikelen 24 tot en met 26 van het Verdrag tot instelling van de Benelux Unie samenwerking mogelijk maken tussen enerzijds de Benelux Unie en anderzijds derde staten en deelstaten en met name de staten, deelstaten en bestuurlijke entiteiten die grenzen aan de grondgebieden van de Benelux-landen,

Overwegende de reeds bestaande samenwerking in het kader van Euro Contrôle Route,

Overwegende dat het Europese wegvervoer, ook binnen de Benelux-landen, zich in hoog tempo internationaal ontwikkelt, niet alleen qua kwantiteit maar ook qua operationeel kader waarbinnen dit vervoer wordt uitgevoerd,

Overwegende dat ondanks de ontwikkeling van de Europese Unie tot interne markt, het toezicht op en de handhaving van de EU-regelgeving inzake wegvervoer een nationale aangelegenheid blijven, hetgeen leidt tot pluriformiteit binnen de uitvoering tussen de lidstaten, en dat dit haaks staat op de gewenste uniformiteit van het EU-acquis,

Overwegende dat grotere uniformiteit bij de uitvoering van de EU-wegvervoerregelgeving bewerkstelligd kan worden door nauwere samenwerking tussen de inspectiediensten binnen de Benelux en dat tot belangrijke kostenbesparingen, rendementsverhoging en schaalvoordelen gekomen kan worden door benutting van elkaars capaciteit, expertise en ervaring,

Zijn het volgende overeengekomen:

Considérant que les articles 24 à 26 du Traité instituant l'Union Benelux permettent la coopération entre, d'une part, l'Union Benelux et, d'autre part, des Etats et entités fédérées tiers et notamment les États, entités fédérées et entités administratives limitrophes du territoire des pays du Benelux,

Considérant la coopération déjà mise en place dans le cadre d'Euro Contrôle Route,

Considérant qu'en Europe, et également au sein du Benelux, les transports routiers se sont développés à un rythme effréné à l'échelle internationale, non seulement en nombre, mais également au niveau du cadre opérationnel dans lequel ils sont effectués,

Considérant que malgré le développement de l'Union européenne en tant que marché intérieur, le contrôle et l'application de la réglementation de l'UE en matière de transport routier restent du ressort national, ce qui conduit à une grande diversité en termes de mise en œuvre entre les États membres, au mépris de l'uniformité souhaitée de l'acquis de l'UE,

Considérant qu'une uniformité accrue dans la mise en œuvre de la réglementation de l'UE en matière de transport routier peut être réalisée grâce à une collaboration plus étroite entre les services d'inspection au sein du Benelux, et que la mise en commun des effectifs, de l'expertise et de l'expérience de chacun peut procurer des économies significatives, une importante augmentation de rendement et des avantages d'échelle significatifs,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Hoofdstuk I
Doel, begripsomschrijvingen en verhouding tot andere regelingen

Artikel 1
Doel

Dit Verdrag beoogt:

a) de verdergaande harmonisatie van het toezicht op en de handhaving van de EU-regelgeving inzake wegvervoer van goederen en personen;

b) het benutten van schaalvoordelen op het terrein van capaciteit (personeel, middelen en materieel), expertise, ervaring en opleiding;

c) de grensoverschrijdende, wederzijdse bijstand van de inspectiediensten inzake wegvervoer en de modaliteiten ervan.

Artikel 2
Begripsomschrijvingen

1. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

a) bevoegde autoriteit: een autoriteit die op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij op grond van de interne bevoegdheidsverdeling verantwoordelijk is voor het toezicht op en de handhaving van de regelgeving inzake wegvervoer van goederen en personen;

b) ambtenaar: de bevoegde ambtenaar aangeduid door middel van een in artikel 26 van dit Verdrag bedoelde uitvoeringsafspraak;

c) grensoverschrijdend optreden: het optreden van ambtenaren van een Verdragsluitende Partij op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij ter uitvoering van de doelstellingen bedoeld in artikel 1, onder c), van dit Verdrag;

d) grensoverschrijdende ambtenaar: een ambtenaar die grensoverschrijdend optreedt;

e) grensoverschrijdende inspectie-eenheid: een eenheid bestaande uit ambtenaren die in organisatorische en logistieke zin als één geheel grensoverschrijdend optreedt;

f) ontvangststaat: de Verdragsluitende Partij op wiens grondgebied een grensoverschrijdend optreden plaatsvindt;

g) zendstaat: de Verdragsluitende Partij waarvan grensoverschrijdende ambtenaren, grensoverschrijdende inspectie-eenheden of middelen en materieel afkomstig zijn;

h) verzoekende Verdragsluitende Partij: de Verdragsluitende Partij die een verzoek om grensoverschrijdend optreden of om het ter beschikking stellen van middelen en/of materieel doet;

Chapitre premier
Objet, définitions et incidence d'autres règlements

Article premier
Objet

Le présent Traité vise à :

a) l'harmonisation plus approfondie du contrôle et de l'application de la réglementation de l'UE en matière de transports routiers de marchandises et de personnes ;

b) la mise à profit d'avantages d'échelle en termes de capacité (personnel, moyens et matériel), d'expertise, d'expérience et de formation ;

c) l'assistance transfrontalière mutuelle des services d'inspection en matière de transport routier et ses modalités.

Article 2
Définitions

1. Au sens du présent Traité, on entend par :

a) Autorité compétente : une autorité qui, en vertu de la répartition interne des compétences, est responsable sur le territoire d'une Partie Contractante du contrôle et de l'application de la réglementation en matière de transport routier des marchandises et des personnes ;

b) Fonctionnaire : le fonctionnaire compétent désigné au moyen d'une mesure d'exécution telle que visée à l'article 26 du présent Traité ;

c) Intervention transfrontalière : l'intervention de fonctionnaires d'une Partie Contractante sur le territoire d'une autre Partie Contractante afin d'exécuter les objectifs définis à l'article 1er, sous c), du présent Traité ;

d) Fonctionnaire transfrontalier : le fonctionnaire qui effectue une intervention transfrontalière ;

e) Unité transfrontalière d'inspection : l'unité constituée de fonctionnaires qui, au sens organisationnel et logistique du terme, effectue comme une entité globale une intervention transfrontalière ;

f) État d'accueil : la Partie Contractante sur le territoire de laquelle a lieu une intervention transfrontalière ;

g) État expéditeur : la Partie Contractante d'où les fonctionnaires transfrontaliers, les unités transfrontalières d'inspection ou les moyens et le matériel sont originaires ;

h) Partie Contractante requérante : la Partie Contractante qui fait une demande d'intervention transfrontalière ou de mise à disposition de ressources ou de matériel ;

i) aangezochte Verdragsluitende Partij: de Verdragsluitende Partij waaraan een verzoek als bedoeld onder g) is gericht;

j) toezicht: de werkzaamheden die door of namens de bevoegde autoriteiten worden verricht, zonder dat er een indicatie van overtreding is, om na te gaan of de toepasselijke voorschriften worden nageleefd;

k) handhaving: een gedragsbeïnvloedend optreden door de bevoegde autoriteit dat leidt of moet leiden tot de naleving van de toepasselijke voorschriften;

l) opsporing: een onderzoek dat geschiedt ter opheldering of ter voorkoming van een vermoedelijk gepleegd dan wel te plegen strafbaar feit en ter voorbereiding van een ter zake daarvan eventueel op te leggen strafrechtelijke sanctie.

2. Een lijst van bevoegde autoriteiten en ambtenaren wordt vastgesteld en geactualiseerd door middel van een in artikel 26 van dit Verdrag bedoelde uitvoeringsafspraak.

Artikel 3

Verhouding tot andere regelingen

Voor zover in dit Verdrag niet uitdrukkelijk anders is bepaald, geschiedt de samenwerking in het kader van het respectievelijke recht en de internationale verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen.

i) Partie Contractante requise : la Partie Contractante à laquelle une demande visée sous g) est adressée ;

j) Contrôle : les activités entreprises par ou au nom des autorités compétentes sans qu'il y ait un indice d'infraction pour vérifier si les prescriptions applicables sont respectées ;

k) Application : toute intervention de l'autorité compétente destinée à induire un changement de comportement qui conduit ou doit conduire au respect des prescriptions applicables ;

l) Recherche: enquête effectuée pour élucider ou prévenir un fait punissable probablement commis ou à commettre et pour préparer une sanction pénale à infliger éventuellement à ce titre.

2. Une liste des autorités compétentes et des fonctionnaires compétents est dressée et mise à jour au moyen de mesures d'exécution telles que visées à l'article 26 du présent Traité.

Article 3

Incidence d'autres règlements

Sauf disposition contraire expresse dans le présent Traité, la coopération a lieu dans le cadre du droit respectif des Parties Contractantes ainsi que de leurs obligations internationales.

Hoofdstuk II
De verdergaande harmonisatie van het toezicht op en de handhaving van de EU-wegvervoerregelgeving

Artikel 4
Harmonisatie

1. De Verdragsluitende Partijen streven naar een verdergaande harmonisatie van het toezicht op en de handhaving van de EU-wegvervoerregelgeving.

2. In de in artikel 27 van dit Verdrag genoemde actieplannen worden ter zake voorstellen opgenomen.

Artikel 5
Risicoclassificatiesystemen

De Verdragsluitende Partijen streven naar een onderlinge afstemming van hun risicoclassificatie-systemen zoals bedoeld in artikel 9 van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EEG) nr. 3820/85 en (EEG) nr. 3821/85 van de Raad betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer en tot intrekking van Richtlijn 88/599/EEG van de Raad.

Chapitre II
Harmonisation plus approfondie du contrôle et de l'application de la réglementation de l'UE en matière de transports routiers

Article 4
Harmonisation

1. Les Parties Contractantes visent à une harmonisation plus approfondie du contrôle et de l'application de la réglementation de l'UE en matière de transport routier.

2. Les plans d'action visés à l'article 27 du présent Traité comportent des propositions en la matière.

Article 5
Systèmes de classification des risques

Les Parties Contractantes s'efforcent de rapprocher leurs systèmes de classification des risques tels que visés à l'article 9 de la Directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des Règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la Directive 88/599/CEE du Conseil.

Hoofdstuk III
Het benutten van schaalvoordelen op het terrein van capaciteit (personeel, middelen en materieel), expertise, ervaring en opleiding

Artikel 6
Kennis, expertise, ervaring, opleiding, personeel, middelen en materieel

De Verdragsluitende Partijen ondersteunen de grensoverschrijdende samenwerking in het kader van dit Verdrag door:

a) de uitwisseling van informatie betreffende hun nationale wet- en regelgeving, hun toezicht- en handhavingsstructuren en hun toezicht- en handhavingspraktijk;

b) het verstrekken van een forum voor de uitwisseling van goede praktijken en ervaringen;

c) de organisatie van samenwerking op het vlak van opleidingen;

d) het onderling verlenen van technische en wetenschappelijke ondersteuning;

e) de uitwisseling van middelen en materieel;

f) het vooraf informeren van de andere Verdragsluitende Partijen bij de aanschaf van middelen en materieel die grensoverschrijdend gebruikt kunnen worden;

g) de uitwisseling van personeel;

h) het verlenen van een recht tot toegang in het kader van een grensoverschrijdend optreden aan de grensoverschrijdende ambtenaren van de andere Verdragsluitende Partijen tot de nationale elektronische registers die elke Verdragsluitende Partij bijhoudt overeenkomstig de artikelen 16 en 17 van Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad, alsmede tot andere nationale registers bepaald in een uitvoeringsafspraak zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag, met inachtneming van de op die registers van toepassing zijnde wetgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 7
Praktische modaliteiten van samenwerking

De praktische modaliteiten van de samenwerking op grond van dit Verdrag worden door de bevoegde autoriteiten geregeld door middel van uitvoeringsafspraken zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag.

Chapitre III
Mise à profit d'avantages d'échelle en termes de capacité (personnel, moyens et matériel), d'expertise, d'expérience et de formation

Article 6
Connaissance, expertise, expérience, formation, personnel, moyens et matériel

Les Parties Contractantes soutiennent la coopération transfrontalière dans le cadre du présent Traité :

a) par l'échange d'informations relatives à leurs législations et réglementations nationales, leurs structures de contrôle et d'application et leurs pratiques de contrôle et d'application ;

b) en fournissant un forum pour l'échange de bonnes pratiques et d'expériences ;

c) par l'organisation d'une coopération en matière de formations ;

d) en fournissant un soutien technique et scientifique ;

e) par l'échange de moyens et de matériel ;

f) en informant au préalable les autres Parties Contractantes lors de l'acquisition de moyens et de matériel qui peuvent être utilisés de façon transfrontalière ;

g) en échangeant du personnel ;

h) en fournissant, dans le cadre d'une intervention transfrontalière, un droit d'accès aux fonctionnaires transfrontaliers des autres Parties Contractantes aux registres électroniques nationaux que la Partie Contractante tient conformément aux articles 16 et 17 du Règlement (CE) N° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, ainsi qu'à d'autres registres nationaux déterminés dans une mesure d'exécution telle que visée à l'article 26 du présent Traité, dans le respect de la législation applicable à ces registres en matière de traitement des données à caractère personnel et de protection de la vie privée

Article 7
Modalités pratiques de la coopération

Les modalités pratiques de la coopération en vertu du présent Traité sont réglées par les autorités compétentes au moyen de mesures d'exécution telles que visées à l'article 26 du présent Traité.

Artikel 8

Middelen en materieel

1. De bevoegde autoriteit van de zendstaat kan op verzoek van de ontvangststaat middelen en materieel ter beschikking stellen. Bij de terbeschikkingstelling van de middelen en het materieel gaat een inventaris, die desgevraagd wordt voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van de ontvangststaat.

2. Bij het ter beschikking stellen van middelen en materieel staat de zendstaat in voor de noodzakelijke opleiding en toelichting ten behoeve van het gebruik van deze middelen en dit materieel.

3. De kosten ontstaan bij verlies of beschadiging van door een Verdragsluitende Partij ter beschikking gesteld materieel komen ten laste van die Verdragsluitende Partij.

Article 8
Moyens et matériel

1. L'autorité compétente de l'État expéditeur peut, sur demande de l'État d'accueil, fournir des moyens et du matériel. La fourniture des moyens et du matériel s'accompagne d'un inventaire, qui est soumis sur demande à l'autorité compétente de l'État d'accueil.

2. Lorsque des moyens et du matériel sont fournis, l'État expéditeur se charge de la formation et des explications nécessaires à l'utilisation de ces moyens et de ce matériel.

3. Les frais engendrés par la perte ou l'endommagement de matériel fourni par une Partie Contractante sont à charge de cette dernière.

Hoofdstuk IV
De grensoverschrijdende, wederzijdse bijstand van de inspectiediensten inzake wegvervoer en de modaliteiten ervan

Artikel 9
Grensoverschrijdend optreden

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen, afhankelijk van hun operationele behoeften, een grensoverschrijdend optreden organiseren.

Artikel 10
Taken bij grensoverschrijdend optreden

De praktische modaliteiten van de samenwerking en de toekenning van taken bij deelname aan een grensoverschrijdend optreden worden door de bevoegde autoriteiten geregeld door middel van uitvoeringsafspraken zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag. Daarbij wordt bij de toekenning van taken rekening gehouden met eventueel tussen de ambtenaren bestaande verschillen in de bevoegdheden waarover zij op hun eigen grondgebied beschikken.

Artikel 11
Verzoek tot grensoverschrijdend optreden

1. Een grensoverschrijdend optreden is slechts mogelijk op verzoek. Het verzoek wordt schriftelijk of elektronisch door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Verdragsluitende Partij gericht aan de bevoegde autoriteit van de aangezochte Verdragsluitende Partij. Het verzoek wordt ondertekend door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Verdragsluitende Partij. In geval van een elektronisch verzoek is een ondertekening met een elektronische handtekening vereist.

2. Het verzoek bevat een omschrijving van de aard van het gewenste grensoverschrijdend optreden, alsmede van het operationele nut van dit optreden.

3. De bevoegde autoriteit van de aangezochte Verdragsluitende Partij neemt onverwijld een beslissing betreffende het verzoek. Van die beslissing wordt zo spoedig mogelijk maar in ieder geval ten laatste een week voor het beoogde grensoverschrijdend optreden schriftelijk of elektronisch mededeling gedaan aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Verdragsluitende Partij. De beslissing wordt ondertekend door de aangezochte Verdragsluitende Partij. In geval van een elektronische beslissing is een ondertekening met een elektronische handtekening vereist.

Chapitre IV
Assistance transfrontalière, mutuelle des services d'inspection en matière de transport routier et ses modalités

Article 9
Interventions transfrontalières

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent organiser, en fonction de leurs besoins opérationnels, une intervention transfrontalière.

Article 10
Tâches lors des interventions transfrontalières

Les modalités pratiques de la coopération et l'attribution de tâches lors de la participation à une intervention transfrontalière sont réglées par les autorités compétentes au moyen de mesures d'exécution telles que visées à l'article 26 du présent Traité, en tenant compte des différences éventuelles existant entre les fonctionnaires dans les compétences dont ils disposent sur leur propre territoire.

Article 11
Demande d'intervention transfrontalière

1. Une intervention transfrontalière n'est possible que sur demande. La demande est adressée par écrit ou par voie électronique par l'autorité compétente de la Partie Contractante requérante à l'autorité compétente de la Partie Contractante requise. La demande est signée par l'autorité compétente de la Partie Contractante requérante. Dans le cas des demandes électroniques, une signature électronique est exigée.

2. La demande contient une description de la nature de l'intervention transfrontalière souhaitée de même qu'une description de la nécessité opérationnelle de cette intervention.

3. L'autorité compétente de la Partie Contractante requise prend sans délai une décision relative à la demande. La décision est communiquée aussi rapidement que possible, mais dans tous les cas au plus tard une semaine avant l'intervention transfrontalière envisagée, par écrit ou par voie électronique à l'autorité compétente de la Partie Contractante requérante. La décision est signée par l'autorité compétente de la Partie Contractante requérante. Dans le cas des demandes électroniques, une signature électronique est exigée.

Artikel 12
Informatieplicht

1. De grensoverschrijdende ambtenaar wordt onverwijld in het bezit gesteld van een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 11, derde lid, van dit Verdrag.

2. De grensoverschrijdende ambtenaar is in het bezit van een inventaris van desgevallend meegevoerde middelen en materieel, zoals vastgesteld door de bevoegde autoriteit. Hij legt deze inventaris desgevraagd voor aan de daartoe bevoegde autoriteit van de ontvangststaat.

Artikel 13
Gebruik van dwangmiddelen

Tijdens een grensoverschrijdend optreden mogen de ambtenaren de tot de basisuitrusting in de zendstaat behorende individuele materiële dwangmiddelen vervoeren, meevoeren of dragen, mits deze zijn toegestaan door de ontvangststaat. Deze dwangmiddelen mogen alleen worden gebruikt met inachtneming van de wetgeving toepasselijk in de ontvangststaat.

Artikel 14
Vertrouwelijkheid

Voor de grensoverschrijdende ambtenaar, de grensoverschrijdende inspectie-eenheid en de bevoegde autoriteit van de zendstaat gelden dezelfde regels inzake vertrouwelijkheid als die welke gelden voor de ambtenaren en bevoegde autoriteiten van de ontvangststaat.

Article 12
Devoir d'information

1. Le fonctionnaire transfrontalier est mis en possession d'une copie de la décision visée à l'article 11, alinéa 3, du présent Traité.

2. Le cas échéant, le fonctionnaire transfrontalier est en possession d'un inventaire des moyens et du matériel qu'il a apportés, tel qu'arrêté par l'autorité compétente. Il soumet cet inventaire sur demande à l'autorité compétente de l'État d'accueil.

Article 13
Usage de moyens de contrainte

Lors d'une intervention transfrontalière, les fonctionnaires peuvent transporter, emporter ou porter les moyens de contrainte matériels individuels faisant partie de l'équipement de base dans l'État expéditeur moyennant l'autorisation de l'État d'accueil. Ces moyens de contrainte peuvent uniquement être utilisés dans le respect de la législation applicable dans l'État d'accueil.

Article 14
Confidentialité

Les mêmes règles de confidentialité valent pour le fonctionnaire transfrontalier, pour l'unité transfrontalière d'inspection et pour les autorités compétentes de l'État expéditeur que celles en vigueur pour les fonctionnaires et les autorités compétentes de l'État d'accueil.

Hoofdstuk V
Algemene bepalingen betreffende grensoverschrijdend optreden

Artikel 15
Toepasselijk recht en procedures

1. De ambtenaar treedt tijdens het grensoverschrijdend optreden op in overeenstemming met het in de ontvangststaat geldende recht.

2. Een grensoverschrijdend optreden wordt uitgevoerd volgens de wettelijke procedures van de ontvangststaat.

Artikel 16
Gezag

Gedurende het grensoverschrijdend optreden is de grensoverschrijdende ambtenaar gehouden de aanwijzingen van de betreffende bevoegde autoriteiten en de bevelen van de betreffende leidinggevende van de ontvangststaat op te volgen.

Artikel 17
Identificatie

De grensoverschrijdende ambtenaar is te allen tijde in staat zijn officiële functie aan te tonen, door middel van een legitimatiebewijs dat aan hem is verstrekt in de zendstaat.

Artikel 18
Uiterlijke herkenbaarheid

1. De grensoverschrijdende ambtenaar is als zodanig uiterlijk herkenbaar door het dragen van dienstkledij of herkenningstekens die wijzen op het grensoverschrijdend karakter van het optreden.

2. Tijdens een grensoverschrijdend optreden zijn aan het voertuig dat wordt gebruikt door een grensoverschrijdende ambtenaar voorzieningen aangebracht die wijzen op het grensoverschrijdend karakter van het optreden.

3. De voorgaande leden zijn niet van toepassing indien dit gezien de aard van het grensoverschrijdend optreden van inspectiediensten inzake wegvervoer noodzakelijk is.

Chapitre V
Dispositions générales relatives aux interventions transfrontalières

Article 15
Droit et procédures applicables

1. Le fonctionnaire se conforme au droit en vigueur dans l'État d'accueil pendant l'intervention transfrontalière.

2. L'intervention transfrontalière est effectuée suivant les procédures légales de l'État d'accueil.

Article 16
Autorité

Pendant l'intervention transfrontalière, le fonctionnaire transfrontalier est tenu d'obtempérer aux instructions des autorités compétentes concernées et aux ordres du supérieur concerné de l'État d'accueil.

Article 17
Identification

Le fonctionnaire transfrontalier est en mesure de justifier en tout temps de sa qualité officielle au moyen d'une pièce d'identité qui lui a été délivrée dans l'État expéditeur.

Article 18
Caractère reconnaissable

1. Le fonctionnaire transfrontalier est extérieurement identifiable en tant que tel par le port d'une tenue de service ou de signes d'identification qui indiquent le caractère transfrontalier de l'intervention.

2. Pendant une intervention transfrontalière, des dispositifs qui indiquent le caractère transfrontalier de l'intervention sont placés sur le véhicule utilisé par le fonctionnaire transfrontalier.

3. Les alinéas précédents ne sont pas applicables si la nature de l'intervention transfrontalière des services d'inspection du transport routier l'impose.

Artikel 19
Overname en beëindiging

1. Het begin en het einde van het grensoverschrijdend optreden worden vastgesteld in een uitvoeringsafspraak zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag.

2. In uitzonderlijke gevallen kan de bevoegde autoriteit van de ontvangststaat het grensoverschrijdend optreden overnemen, zo nodig in afwijking van de in het eerste lid genoemde uitvoeringsafspraak. Het grensoverschrijdend optreden wordt beëindigd zodra de bevoegde autoriteit van de ontvangststaat kennis geeft van deze overname.

Artikel 20
Verslag

De grensoverschrijdende ambtenaar of de leidinggevende van een grensoverschrijdende inspectie-eenheid, doet na elk grensoverschrijdend optreden verslag van dit optreden aan de bevoegde autoriteiten van de ontvangststaat.

Artikel 21
Hulpverlening

Een ontvangststaat is jegens de grensoverschrijdende ambtenaren van de zendstaat tijdens het grensoverschrijdend optreden verplicht tot dezelfde bescherming en hulpverlening als jegens de eigen ambtenaren.

Article 19
Reprise et fin

1. Le début et la fin de l'intervention transfrontalière sont fixés dans des mesures d'exécution telles que visées à l'article 26 du présent Traité.

2. Dans des cas exceptionnels, l'autorité compétente de l'État d'accueil peut reprendre l'intervention transfrontalière, si nécessaire en dérogeant aux mesures d'exécution mentionnées au premier alinéa. L'intervention transfrontalière prend fin dès que l'autorité compétente de l'État d'accueil communique cette reprise.

Article 20
Rapport

Le fonctionnaire transfrontalier ou le supérieur d'une unité transfrontalière d'inspection dresse, après chaque intervention transfrontalière, un rapport de cette intervention aux autorités compétentes de l'État d'accueil.

Article 21
Assistance

L'Etat d'accueil est tenu envers les fonctionnaires transfrontaliers de l'Etat expéditeur pendant l'intervention transfrontalière à la même protection et à la même assistance qu'envers ses propres fonctionnaires.

Hoofdstuk VI
Bepalingen betreffende de burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid en betreffende de kosten

Artikel 22
Strafrechtelijke aansprakelijkheid

In het kader van de taken vallende onder de toepassing van dit Verdrag worden de ambtenaren van de zendstaat met ambtenaren van de ontvangststaat gelijkgesteld, voor wat betreft de strafbare feiten die tegen of door hen mochten worden begaan, tenzij de Verdragsluitende Partijen anders overeenkomen.

Artikel 23
Burgerrechtelijke aansprakelijkheid

1. Verbintenissen uit onrechtmatige daad begaan door een ambtenaar van de zendstaat tijdens een grensoverschrijdend optreden, worden beheerst door het recht van de ontvangststaat.

2. In het geval van een grensoverschrijdend optreden, komt de vergoeding van schade toegebracht door een ambtenaar van de zendstaat op het grondgebied van de ontvangststaat ten laste van de zendstaat. In dergelijk geval vergoedt de ontvangststaat de door de benadeelden of hun rechthebbenden geleden schade op de wijze waarop zij daartoe gehouden zou zijn, indien de schade door haar eigen ambtenaren zou zijn aangebracht. De zendstaat betaalt vervolgens de ontvangststaat het volledige bedrag terug dat deze aan de benadeelden of hun rechthebbenden heeft uitgekeerd.

Artikel 24
Arbeidsrelatie

De rechten en verplichtingen die voorvloeien uit de arbeidsrelatie van de grensoverschrijdende ambtenaar in de zendstaat, blijven tijdens het grensoverschrijdend optreden onverkort van kracht. Hieronder worden mede verstaan de rechten en verplichtingen op het gebied van burgerrechtelijke aansprakelijkheid.

Artikel 25
Kosten van het grensoverschrijdend optreden

Elke Verdragsluitende Partij draagt de kosten met betrekking tot de eigen deelname aan een grensoverschrijdend optreden, tenzij anders overeengekomen.

Chapitre VI
Dispositions en matière de responsabilité civile et pénale et en matière de frais

Article 22
Responsabilité pénale

Dans le cadre des missions relevant du champ d'application du présent Traité, les fonctionnaires de l'État expéditeur sont assimilés aux fonctionnaires de l'État d'accueil en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient, sauf si les Parties Contractantes en conviennent autrement.

Article 23
Responsabilité civile

1. Les obligations résultant d'un acte illicite commis par un fonctionnaire de l'État expéditeur lors d'une intervention transfrontalière sont régies par le droit de l'État d'accueil.

2. Dans le cas d'interventions transfrontalières, l'État expéditeur assume la réparation des dommages causés par son fonctionnaire sur le territoire de l'État d'accueil. Dans ce cas, l'État d'accueil répare le préjudice subi par les parties lésées ou leurs ayants droit dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres fonctionnaires. L'État expéditeur rembourse ensuite à l'État d'accueil le montant intégral que ce dernier a versé aux parties lésées ou à leurs ayants droit.

Article 24
Relation de travail

Les droits et obligations qui découlent de la relation de travail du fonctionnaire transfrontalier dans l'État expéditeur restent en vigueur pendant l'intervention transfrontalière. On entend entre autres par-là les droits et obligations dans le domaine de la responsabilité civile.

Article 25
Frais de l'intervention transfrontalière

Chaque Partie Contractante supporte les coûts de sa propre participation à une intervention transfrontalière, sauf accord contraire.

Hoofdstuk VII
Uitvoeringsafspraken en actieplannen

Artikel 26
Uitvoeringsafspraken

De bevoegde autoriteiten maken op basis van en in het kader van dit Verdrag afspraken met betrekking tot de uitvoeringsmodaliteiten.

Artikel 27
Actieplannen

1. De in artikel 28 genoemde stuurgroep stelt periodieke actieplannen ter uitvoering van dit Verdrag vast en stuurt deze toe aan de regeringen van de Verdragsluitende Partijen.

2. De in artikel 28 genoemde stuurgroep rapporteert jaarlijks aan de regeringen van de Verdragsluitende Partijen over de uitvoering van de in het eerste lid genoemde actieplannen.

Artikel 28
Stuurgroep wegvervoerinspectie

1. Een stuurgroep wegvervoerinspectie, waarin alle Verdragsluitende Partijen vertegenwoordigd zijn, wordt ingesteld.

2. De samenstelling van de in het eerste lid genoemde stuurgroep is vastgesteld in de bijlage bij dit Verdrag.

3. Het voorzitterschap, de werking en de te volgen procedure tot wijziging van de samenstelling van de in het eerste lid genoemde stuurgroep worden bepaald in een uitvoeringsafspraak zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag.

Chapitre VII
Mesures d'exécution et plans d'action

Article 26
Mesures d'exécution

Sur la base et dans le cadre du présent Traité, les autorités compétentes conviennent de mesures relatives à son exécution.

Article 27
Plans d'action

1. Le Comité de pilotage mentionné à l'article 28 établit les plans d'action périodiques visant l'application du présent Traité et les soumet aux gouvernements des Parties Contractantes.

2. Le Comité de pilotage mentionné à l'article 28 fait rapport annuellement aux gouvernements des Parties Contractantes au sujet de la mise en œuvre des plans d'action mentionnés à l'alinéa premier.

Article 28
Comité de pilotage inspection du transport routier

1. Il est institué un Comité de pilotage inspection des transports routiers où toutes les Parties Contractantes sont représentées.

2. La composition du Comité de pilotage mentionné à l'alinéa premier est fixée dans l'annexe au présent Traité.

3. La présidence, le fonctionnement et la procédure à suivre pour la modification de la composition du Comité de pilotage visé à l'alinéa premier sont arrêtés dans une mesure d'exécution telle que visée à l'article 26 du présent Traité.

Hoofdstuk VIII
Slotbepalingen

Artikel 29
Geschillenbeslechting

1. De Verdragsluitende Partijen werken samen bij kwesties omtrent de interpretatie of toepassing van dit Verdrag.

2. Hiertoe wordt een commissie van deskundigen ingesteld, bestaande uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen.

3. Indien nodig komt de commissie van deskundigen op verzoek van een van de Verdragsluitende Partijen bijeen.

4. Geschillen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag waarover de commissie van deskundigen geen overeenstemming kan bereiken worden bij wege van overleg tussen de regeringen van de Verdragsluitende Partijen beslecht.

Artikel 30
Toepassing van het Verdrag

De Verdragsluitende Partijen treffen de maatregelen welke nodig zijn voor de toepassing van dit Verdrag.

Artikel 31
Uitwisseling van informatie

De Verdragsluitende Partijen ontwikkelen gezamenlijk een mechanisme voor de uitwisseling van informatie en evaluaties op het gebied van de controle van het wegvervoer bij toepassing van dit Verdrag, in strikte overeenstemming met de geldende voorschriften betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 32
Evaluatie

Uiterlijk drie jaren na de inwerkingtreding van dit Verdrag evalueren de Verdragsluitende Partijen de werking en effectiviteit ervan.

Artikel 33
Territoriaal toepassingsgebied

Onverminderd artikel 35 van dit Verdrag, is dit Verdrag van toepassing op het grondgebied van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden in Europa.

Chapitre VIII
Dispositions finales

Article 29
Règlement des différends

1. Les Parties Contractantes coopèrent en cas de questions relatives à l'interprétation ou à l'application du présent Traité.

2. A cette fin, une commission d'experts, composée de représentants des autorités compétentes des Parties Contractantes, est instituée.

3. Si nécessaire, la commission d'experts se réunit à la demande d'une Partie Contractante.

4. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Traité faisant l'objet d'un désaccord au sein de la commission d'experts est réglé en concertation entre les gouvernements des Parties Contractantes.

Article 30
Mise en œuvre du Traité

Les Parties Contractantes prennent les mesures nécessaires à la mise en œuvre du présent Traité.

Article 31
Echange d'informations

Les Parties Contractantes développent conjointement un mécanisme pour l'échange d'informations et d'évaluations dans le domaine du contrôle du transport routier en application du présent Traité, en stricte conformité avec les prescriptions applicables concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée.

Article 32
Evaluation

Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, les Parties Contractantes évaluent son fonctionnement et son efficacité.

Article 33
Champ d'application territorial

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du présent Traité, le présent Traité s'applique au territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas en Europe.

Artikel 34

Bekrachtiging en inwerkingtreding

1. De Secretaris-generaal van de Benelux Unie is depositaris van dit Verdrag, waarvan hij een eensluidend afschrift aan elke Verdragsluitende Partij doet toekomen.

2. Dit Verdrag wordt bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door de Verdragsluitende Partijen.

3. De Verdragsluitende Partijen leggen hun akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring neer bij de depositaris.

4. De depositaris brengt de Verdragsluitende Partijen op de hoogte van de neerlegging van de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

5. Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de neerlegging van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

6. De depositaris stelt de Verdragsluitende Partijen op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

Artikel 35

Toetreding derde landen en deelstaten

Het staat derde landen en, indien zij verdragsluitende bevoegdheid hebben, deelstaten vrij toe te treden tot dit Verdrag door de neerlegging van een akte van toetreding bij de depositaris. Voor toetredende landen of deelstaten treedt het Verdrag in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van neerlegging van de akte van toetreding en ten vroegste op de dag van inwerkingtreding van het Verdrag overeenkomstig het vijfde lid van artikel 34 van dit Verdrag. De depositaris brengt de Verdragsluitende Partijen op de hoogte van de neerlegging van de akte van toetreding en van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag voor het toetredende land of de toetredende deelstaat.

Article 34

Ratification et entrée en vigueur

1. Le Secrétaire général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Traité, dont il fournit une copie certifiée conforme à chaque Partie Contractante.

2. Le présent Traité est ratifié, accepté ou approuvé par les Parties Contractantes.

3. Les Parties Contractantes déposent leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire.

4. Le dépositaire informe les Parties Contractantes du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

5. Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

6. Le dépositaire communique la date d'entrée en vigueur du présent Traité aux Parties Contractantes.

Article 35

Adhésion de pays tiers et d'entités fédérées

Il est loisible à des pays tiers et, si elles ont la capacité de conclure des Traités, à des entités fédérées d'adhérer au présent Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. Pour les pays ou entités fédérées adhérents, le Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur du Traité conformément à l'article 34, alinéa 5, du présent Traité. Le dépositaire informe les Parties Contractantes du dépôt de l'instrument d'adhésion et de la date d'entrée en vigueur du présent Traité pour l'état ou l'entité fédérée adhérant au Traité.

Artikel 36
Opzegging

Dit Verdrag kan door elke Verdragsluitende Partij te allen tijde worden opgezegd door de neerlegging van een schriftelijke verklaring bij de depositaris. De opzegging wordt zes maanden na de neerlegging van deze schriftelijke verklaring van kracht. Het Verdrag blijft in werking tussen de overige Verdragsluitende Partijen. De depositaris brengt de Verdragsluitende Partijen op de hoogte van de neerlegging van dergelijke verklaring.

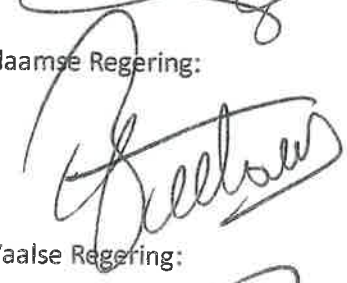
TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend en voorzien van hun zegel.

GEDAAN te Luik, op 3 oktober 2014, in één exemplaar, in de Nederlandse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Voor het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

De Federale Regering:

De Vlaamse Regering:

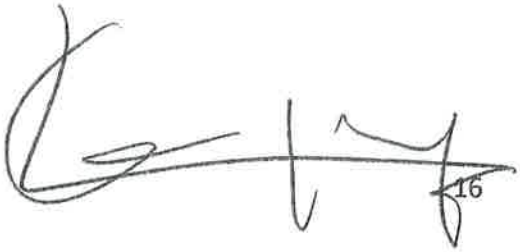


De Waalse Regering:

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Voor het Groothertogdom Luxemburg:

Voor het Koninkrijk der Nederlanden:



Article 36
Dénonciation

Chaque Partie Contractante peut dénoncer à tout moment le présent Traité par le dépôt d'une déclaration écrite auprès du dépositaire. La dénonciation prend effet six mois après le dépôt de cette déclaration écrite. Le Traité reste en vigueur entre les autres Parties Contractantes. Le dépositaire informe les Parties Contractantes du dépôt d'une telle déclaration.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur sceau.

FAIT à Liège, le 3 octobre 2014, en un exemplaire, en langue néerlandaise et en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique, représenté par :

Le Gouvernement fédéral :

Le Gouvernement flamand :

Le Gouvernement wallon :

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Pour le Grand-Duché de Luxemburg :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

ANNEXE

Composition du Comité de pilotage inspection du transport routier

1. Le Comité de pilotage inspection du transport routier institué en vertu de l'article 28 du présent Traité est composé d'au moins un représentant du Royaume de Belgique, de la Région flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les membres du Comité de pilotage sont actifs au sein d'un service public compétent en matière d'inspection du transport routier et incluent, pour chaque Partie Contractante, au moins un représentant exerçant au sein du service public concerné au moins la fonction de directeur ou une fonction dirigeante à un niveau comparable.

3. Une liste avec les noms et les coordonnées des membres du Comité de pilotage est arrêtée au moyen d'une mesure d'exécution telle que visée à l'article 26 du présent Traité.

BIJLAGE

Samenstelling van de stuurgroep wegvervoerinspectie

1. De stuurgroep wegvervoerinspectie ingesteld krachtens artikel 28 van dit Verdrag is samengesteld uit ten minste één vertegenwoordiger van het Koninkrijk België, van Vlaamse Gewest, van het Waalse Gewest, van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van het Groothertogdom Luxemburg en van het Koninkrijk der Nederlanden.

2. De leden van de stuurgroep zijn werkzaam in een overheidsdienst bevoegd voor wegvervoerinspectie en omvatten, voor elk der Verdragsluitende Partijen, ten minste één vertegenwoordiger die binnen de betrokken overheidsdienst ten minste de functie van directeur, dan wel een leidinggevende functie van een vergelijkbaar niveau, vervult.

3. Een lijst met de namen en contactgegevens van de leden van de stuurgroep wordt vastgesteld door middel van een uitvoeringsafspraak zoals bedoeld in artikel 26 van dit Verdrag.